

Numéro 24 - 25 février 2016

Défendons les droits ancestraux, issus de traités et constitutionnels des peuples autochtones

Fin de la «phase de définition des paramètres» de l'enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées

- Philip Fernandez -



Marche du 14 mars 2016 à Vancouver

Défendons les droits ancestraux, issus de traités et constitutionnels des peuples autochtones

- **Fin de la «phase de définition des paramètres» de l'enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées - Philip Fernandez**
- **Des milliers de personnes participent aux Marches du 14 février**

Le gouvernement et le peuple vénézuéliens se mobilisent pour contrer les hostilités économiques

- **Tous à la défense des réalisations du Venezuela contre l'usurpation par la réaction la plus sombre! - Sam Heaton**
- **Le président Maduro annonce des mesures pour renforcer les programmes sociaux et diversifier l'économie**

**Défendons les droits ancestraux, issus de traités et
constitutionnels des peuples autochtones**

**Fin de la «phase de définition des paramètres» de
l'enquête nationale sur les femmes autochtones
disparues et assassinées**

- Philip Fernandez -

Le 15 février, le comité tripartite du gouvernement a annoncé que la « phase de définition des paramètres » de l'enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées était maintenant terminée. Le comité, composé de la ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Jody Wilson-Raybould, de la ministre des Affaires autochtones et du Nord, Carolyn Bennett, et de la ministre de la Condition féminine, Patty Hajdu, a tenu une consultation de trois mois auprès des familles des victimes, des organisations autochtones, des groupes des droits humains et des travailleurs de première ligne.

Les ministres ont émis un communiqué dans lequel elles remercient les plus de 2 000 personnes qui ont participé aux 18 rencontres consultatives. Elles disent avoir été émues par les centaines de témoignages de familles et d'amis affligés des filles, mères, grand-mères, tantes et nièces disparues et par leur quête de réponses et de justice. Le communiqué de presse mentionne que les gens continuent de faire parvenir leurs pensées et leurs suggestions et que tous sont invités à le faire jusqu'au 28 février.

« Cette grande mobilisation reflète clairement la réponse des Canadiens face à l'appel à l'action pour mettre un terme à la violence faite aux femmes et aux filles autochtones », peut-on lire.

Cette déclaration est très douteuse parce que ce ne sont pas les Canadiens qui sont appelés à passer à l'action, mais le gouvernement du Canada et les institutions de l'État canadien qui n'ont toujours pas enquêté sur les crimes commis contre les femmes et les filles autochtones et qui, dans plusieurs cas, auraient même joué un rôle dans ces actes criminels.

Selon cette annonce du gouvernement, un des objectifs de l'enquête est d'« atteindre une réconciliation réelle et véritable avec les Autochtones au pays ». On y lit : « Notre gouvernement est résolu à atteindre une réconciliation réelle et véritable avec les Autochtones au pays. L'enquête est une mesure importante prise en vue de mettre fin au taux inadmissible de violence dont sont victimes les femmes et les filles autochtones. »

Les mots employés sont malheureux parce que les Canadiens ne pensent pas qu'il y ait un taux acceptable de violence contre les femmes quelles que soient les circonstances. Les Libéraux comparent-ils le taux de violence contre les femmes et les filles autochtones au taux de violence commise contre les femmes et les filles non-autochtones ? Ils ne précisent pas ce qu'ils veulent dire et cela n'augure rien de bon pour l'enquête nationale.



Les ministres qui mènent la phase préalable de l'enquête ont maintes fois répété qu'un de leurs objectifs est de remonter aux « causes profondes » des disparitions et des assassinats des femmes et des filles assassinées, mais les causes ont déjà été bien documentées par des enquêtes antérieures et un grand nombre de solutions ont été mises de l'avant, telles les 444 recommandations de la Commission royale sur les peuples autochtones de 1996. Ces recommandations ont été entièrement mises de côté par les gouvernements libéraux de Jean Chrétien et de Paul Martin. Un grand nombre de causes profondes ont aussi été présentées plus récemment dans le rapport final de la Commission de Vérité et Réconciliation de 2015.

Des organisations autochtones, entre autres l'Association canadienne des femmes autochtones et l'Assemblée des Premières Nations, des groupes de défense des droits humains et les familles des victimes se demandent avec raison si les libéraux vont faire la même chose encore une fois. Tous demandent que l'objectif premier de l'enquête soit de mettre fin aux assassinats et aux disparitions de femmes autochtones, de rendre justice aux victimes dont le nombre pourrait maintenant atteindre 4 000 [1], et d'amener l'État canadien à offrir réparation aux familles des victimes et financer le processus de guérison.

Tous expriment leur détermination à forcer les libéraux à respecter leur engagement envers « l'établissement d'une relation de nation à nation avec les Autochtones au Canada » et « une réconciliation réelle et véritable », l'enquête étant une première démarche cruciale en ce sens. En prenant cette position, ils sont rejoints par le peuple canadien et le peuple québécois qui veulent que l'État canadien rende des comptes et en finir une fois pour toutes avec la crise perpétuelle des disparitions et assassinats de femmes et filles autochtones.



Le 17 février, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), l'Alliance féministe pour l'Action internationale (AFAI) et la Revue juridique La femme et le droit (RJFD) ont publié leur rapport et leurs recommandations au sujet de la définition des paramètres de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues. Ce rapport est une synthèse des délibérations tenues lors d'un symposium de deux jours, les 30 et 31 janvier, à Ottawa sur le thème « Assassinats et disparitions de femmes et de filles autochtones : Planifier le changement - vers une enquête nationale et un plan d'action national efficace ».

Le symposium rassemblait des experts internationaux en matière de droits de la personne des Nations unies et de la Commission interaméricaine des droits humains, des dirigeantes autochtones, des membres des familles éprouvées et des activistes sur cette

question importante provenant de différentes régions du Canada. Le but du symposium était de discuter et de faire des propositions au gouvernement fédéral libéral afin que l'enquête nationale reste fidèle à ses objectifs tels que définis par les victimes, leurs familles et les peuples autochtones partout au Canada.

Le rapport du symposium a mis de l'avant vingt-deux recommandations. Une des

recommandations clé est que l'enquête soit dirigée par des femmes autochtones, qui ont la connaissance et l'expertise nécessaires à la réalisation de ce travail important ayant lutté depuis quatre décennies sur cette question. Une autre recommandation appelle le gouvernement fédéral à faire en sorte que tous les gouvernements provinciaux et territoriaux participent à l'enquête afin qu'elle ait une ampleur nationale et que tous les niveaux de gouvernement soient tenus d'en appliquer les décisions.

Le rapport recommande que l'enquête procède « à un examen systémique des causes et conséquences de la violence fondée sur le genre, la race et le sexe exercée contre les femmes et les filles autochtones, notamment les préjudices subis par leurs familles et leurs communautés, et à identifier les mesures nécessaires pour traiter ce problème avec toute l'efficacité voulue ». L'enquête doit aussi tenir « pleinement compte des causes profondes de la violence fondée sur le genre, la race et le sexe exercée contre les femmes et les filles autochtones, y compris la dévalorisation systémique et institutionnalisée de leurs vies, les répercussions néfastes des lois et politiques coloniales, l'impunité découlant des échecs des autorités policières d'enquêter avec diligence et de poursuivre les auteurs de violence, la prolifération et l'imagerie de la violence sexualisée et tous les autres facteurs qui sont à l'origine des inégalités structurelles passées et présentes subie par les femmes et les filles autochtones ».

Le rapport du symposium appelle l'enquête à tenir « pleinement compte du contexte colonial dans lequel surviennent les profonds désavantages sociaux et économiques que subissent les femmes et les filles autochtones. En particulier, que l'enquête nationale se penche sur la pauvreté des femmes et des filles autochtones et sur leurs conditions socioéconomiques désavantageuses, notamment au plan du logement, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'emploi, de la protection de l'enfance et du recours excessif à l'incarcération. »

Chacune des recommandations donne une place centrale aux principes qui sous-tendent la question des droits humains. Par exemple, le rapport recommande que le gouvernement du Canada abroge immédiatement les sections de la *Loi sur les Indiens* qui enchâssent la discrimination contre les femmes autochtones et qui les rendent vulnérables, et que l'enquête nationale « adopte une approche fondée sur les droits de la personne et que ses normes, analyses et conclusions soient ancrées dans les droits de la personne et notamment dans les instruments qui définissent les droits humains des femmes et les droits des peuples autochtones ». Il demande au gouvernement canadien de « mettre en oeuvre les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations unies et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui ont mené enquête à propos des meurtres et des disparitions, publié des rapports, et formulé des recommandations concrètes à l'intention du Canada sur la manière d'aller de l'avant à cet égard. Ces recommandations constituent une base de référence pour l'enquête et leur mise en oeuvre doit constituer la première étape du travail de l'enquête ».

Les dernières recommandations comprennent la demande d'un mécanisme par lequel on va s'assurer que les recommandations de l'enquête sont mises en oeuvre et font l'objet d'une surveillance pour que cette mise en oeuvre soit constamment vérifiée. Ce processus doit être financé adéquatement « pour assurer la pleine participation de femmes et de filles autochtones, des familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, ainsi que d'organisations de femmes autochtones et d'autres organisations bien informées de la société civile ». Une autre demande importante est qu'un plan et un programme de financement soient publiés afin que le public soit bien informé de l'évolution de cette question d'importance nationale.

Le texte du rapport a été envoyé au gouvernement libéral et se trouve [ici](#)

Note

1. Citation de la ministre de la Condition féminine, Patty Hadju, le 16 février, alors qu'elle se référait à la recherche de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC). Des données récentes de la GRC révèlent aussi qu'en 2015, 32 autres femmes ont perdu la vie et 11 sont « disparues ».



Des milliers de personnes participent aux Marches du 14 février

Les 26e Marches commémoratives des femmes se sont tenues dans tout le pays la fin de semaine du 14 février pour commémorer les milliers de femmes et filles autochtones qui ont été assassinées ou ont disparu pendant les dernières décennies. La première marche a eu lieu en 1991 à Vancouver, en réponse au meurtre d'une femme de la nation Salish de la côte dont le décès avait été pratiquement ignoré par les autorités et les médias. Depuis ce moment, alors que de plus en plus de ces assassinats ont été rendu publics, l'outrage n'a fait que grandir de concert avec la demande que l'État canadien rende des comptes de la violence qu'il continue de commettre contre les peuples autochtones. L'État colonial refuse d'assumer sa responsabilité d'établir des relations de nation à nation avec les peuples autochtones. Au lieu de cela, il viole leurs droits et ruine leurs communautés, abandonnant leurs membres à leur sort et surtout les femmes et les jeunes qui deviennent des proies à l'exploitation, notamment par les forces policières qui sont censées être au service des gens vulnérables et les protéger. La participation de gens de tous milieux à ces actions a bien démontré que c'est une question à laquelle toute la société fait face. En plus des actions qui se sont tenues au Canada, il y en a eu à Minneapolis et à Duluth dans l'État du Minnesota aux États-Unis.

LML publie ci-dessous un reportage photo de ces Marches commémoratives.

Vancouver





Prince George



Victoria



Comox Valley





Edmonton





Calgary



Saskatoon





Winnipeg



Toronto



Montréal





Minneapolis, Minnesota, États-Unis



(Photos : LML, L. Boxall, M. Bush, T. Sprackett, S. Stromme, N. Yamchuk, R. Young-McCulloch, JCE Photography)



**Le gouvernement et le peuple vénézuéliens se mobilisent pour
contrer les hostilités économiques**

**Tous à la défense des réalisations du Venezuela contre
l'usurpation par la réaction la plus sombre!**

- Sam Heaton -



**Manifestation contre la résurgence des forces réactionnaires à l'occasion de l'ouverture de
l'Assemblée nationale, 4 janvier 2016 (TeleSUR)**

Le gouvernement et le peuple du Venezuela prennent d'importantes mesures pour défendre la souveraineté et la dignité du pays face à l'assaut des forces réactionnaires qui sont de retour en force au pays.

À leur mérite, les accomplissements du peuple et du gouvernement vénézuéliens sous Hugo Chávez et Nicolás Maduro sont encore plus remarquables étant donné le contexte de repli de la révolution dans lequel le monde se trouve depuis la période 1989-90. De 1998 à aujourd'hui, ils ont pris des mesures sérieuses pour redresser les torts historiques afin que le peuple ne souffre plus de la pauvreté abjecte, de la privation et du racisme qui ont été le fait d'une des oligarchies les plus brutales, racistes et réactionnaires qu'un pays ait eu le malheur de connaître.

Sous la présidence de Hugo Chávez, des mesures prosociales étendues ont été prises pour élever le niveau de vie du peuple et, maintenant que l'oligarchie réactionnaire a effectué un retour en force, le président Nicolás Maduro utilise sa présidence pour sauvegarder les accomplissements du processus bolivarien vénézuélien au mieux de sa capacité. La pauvreté extrême au Venezuela a été réduite de 21 % qu'elle était en 1998, l'année où Hugo Chávez a été élu président, à 5,4 % en 2015. En décembre 2015, le programme de logement Misión Hábitat a réalisé son objectif initial fixé en 2011 de fournir un million de logements à faible coût ou gratuits aux Vénézuéliens. On n'insistera jamais assez sur l'importance de mesures similaires qui ont été prises dans le domaine des soins de santé, de l'éducation et de la souveraineté alimentaire.

Dans le passé, chaque fois que le pays a souffert sous la domination d'une oligarchie durant les périodes de crises économiques, il n'était pas rare pour les Vénézuéliens d'être massacrés lorsqu'ils manifestaient pour leurs droits, comme ce fut le cas du Caracazo en 1989. Maintenant, dans le contexte d'une autre crise et des actions brutales contre-révolutionnaires menées pour perturber les mesures prosociales, comme l'accaparement de la nourriture et des perturbations de toutes sortes, et en dépit des faibles prix du pétrole vénézuélien, le gouvernement de Nicolás Maduro prend des mesures extraordinaires pour défendre les droits du peuple.

C'est le moment plus que jamais de défendre le projet bolivarien d'édification nationale. Il fait face à la grande menace d'être renversé par les forces réactionnaires qui ont tout mis à leur disposition pour usurper une fois de plus le pouvoir et mettre les ressources humaines, matérielles et naturelles du pays de nouveau sous leur contrôle. Ce n'est pas le temps de perdre courage mais d'établir une direction ferme de comment le Nouveau peut prévaloir sur l'Ancien.

En 1907, lorsque la Russie faisait face à une période de réaction suite à l'écrasement de la révolution de 1905, le grand Lénine a souligné : « Chaque zigzag de l'histoire est un compromis, un compromis entre l'ancien, qui n'est plus assez fort pour nier complètement le nouveau, et le nouveau pas encore assez fort pour renverser l'ancien. »



Dans un effort pour s'accrocher à l'Ancien, les oligarchies vénézuéliennes et régionales ainsi que leurs supporters aux États-Unis mènent des campagnes brutales qui incluent le sabotage de l'économie vénézuélienne et du bien-être du peuple, la subversion des institutions et de la Constitution populaires du Venezuela, et des tentatives incessantes de saper la présidence. Cette campagne brutale démontre non seulement la nécessité de régler les comptes historiques mais le caractère mensonger de l'affirmation de l'oligarchie financière internationale, des institutions et du système impérialistes d'États à

l'effet qu'ils sont pour la démocratie, la liberté et les droits humains.

L'offensive des forces de la réaction et de la rétrogression montre clairement la direction que doivent prendre les forces qui défendent le Nouveau. Il est évident que la classe ouvrière et le peuple du Venezuela doivent se défendre contre le revanchisme de l'oligarchie brutale qui a déjà gouverné le pays sans lui apporter quoi que ce soit de bon.

Le Marxiste-Léniniste appelle tous les Canadiens qui voient la nécessité de défaire les forces moribondes qui n'apportent que la misère et ne laissent que la destruction dans leur sillage à intensifier leur appui au président Maduro et à tous ceux qui serrent les rangs pour défendre les gains du processus bolivarien. Avec la participation de la classe ouvrière et du peuple du Venezuela, qui continuent de développer leur conscience et de bâtir leur organisation, la crise peut être résolue en leur faveur. Le peuple vénézuélien privera les exploiteurs, oppresseurs, racistes et revanchistes de leur pouvoir de le priver de son droit moderne de se gouverner et de faire avancer sa Révolution bolivarienne.



Le président Maduro annonce des mesures pour renforcer les programmes sociaux et diversifier l'économie

Le 19 janvier, le président vénézuélien Nicolás Maduro a annoncé la formation d'un Conseil national pour une économie productive qui comprend 45 membres, des ministres, des gouverneurs, des maires, des universitaires, des organisations de travailleurs et d'autres collectifs et des gens d'affaires. Le Conseil a pour tâche de confronter le déséquilibre économique de longue date qui existe sous la forme de la dépendance excessive à l'extraction du pétrole, le résultat de l'échec historique de l'élite dirigeante vénézuélienne à développer une économie diversifiée et subvenant à ses besoins.

Le président Maduro a fait mention de 14 secteurs moteurs sur lesquels la croissance économique du Venezuela doit reposer. Ces secteurs sont : l'agroalimentaire ; le secteur pharmaceutique et de la santé ; l'industrie ; les exportations ; l'économie communale et sociale ; le pétrole ; la pétrochimie ; l'exploitation minière ; le tourisme ; la construction ; la foresterie ; l'industrie militaire ; les télécommunications et les technologies ; le secteur bancaire et financier. Le président Maduro a souligné l'importance de chaque secteur pour l'autosuffisance et le développement du Venezuela. Il a mentionné par exemple le besoin d'accroître la foresterie et la transformation du bois pour « produire le double de la quantité nécessaire de papier au Venezuela pour les livres et les journaux, afin d'exporter ces produits et briser la dépendance à l'importation ».



Dans le contexte de la chute du prix du pétrole, dont la vente a une importance primordiale pour le revenu national du Venezuela, le gouvernement a aussi pris des mesures pour défendre et renforcer les programmes sociaux dont dépendent les Vénézuéliens de même que la souveraineté alimentaire du peuple, qui est constamment attaquée par l'oligarchie. Lors d'une adresse importante à la nation le 17 février, le président Maduro a annoncé des changements au taux de change au Venezuela, une augmentation du prix domestique de l'essence, l'implantation d'un nouveau régime fiscal et l'accroissement du contrôle de la communauté sur la distribution alimentaire.

Le prix de l'essence passera de 0,02 \$ le litre, de loin le plus bas au monde, à 0,20 \$ le litre, toujours le plus bas au monde. Tout le revenu ira aux programmes sociaux du Venezuela comme l'éducation, le logement et les soins de santé. Maduro a dit que le revenu du pétrole a chuté de 3 milliards \$US en janvier 2014 à 77 millions \$US en janvier 2016. Les changements au taux de change du Bolivar résulteront en une double devise avec un taux de change préférentiel fixé à dix bolivars par dollar pour le secteur alimentaire, les soins de santé et d'autres programmes sociaux et pour les industries nationales, afin de garantir l'accès du peuple aux produits de première nécessité et de combattre la spéculation.

Le président Maduro a aussi annoncé que le gouvernement vénézuélien va travailler avec le gouvernement équatorien pour appliquer un système de perception des impôts semblable au

modèle équatorien pour combattre l'évasion et l'évitement fiscaux et la fraude Les recettes fiscales supplémentaires soutiendront également les programmes sociaux du Venezuela, a dit Maduro.

De plus, en appui à la souveraineté alimentaire du Venezuela, qui a été une cible particulière de la guerre économique de l'oligarchie, le président Maduro a annoncé que le contrôle de la chaîne de supermarché d'État Abastos Bicentenario sera remis aux conseils communaux locaux. Cette décision survient après que 55 fonctionnaires de la chaîne de supermarché aient été arrêtés pour corruption plus tôt en février. « Ou bien nous avons un système de distribution géré par les mafias et les parasites, ou bien nous changeons la situation », a dit Maduro. Un nouveau système de calcul des prix va mieux refléter les prix de production des aliments subventionnés tels la farine de maïs et le lait afin d'en établir les coûts.

Le salaire minimum dans le pays va augmenter de près de 20 % et les coupons alimentaires pour les travailleurs seront doublés. Environ 796 000 familles vulnérables vont aussi recevoir des subventions directes par le biais de la création des « cartes de mission socialiste », a annoncé le président Maduro. Les Vénézuéliens entreprennent aussi une campagne de 100 jours pour accroître la production agricole urbaine.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca